

# La nouvelle éthique de l'économie

**L'**ÉCHEC de la conférence interministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, début décembre 1999 à Seattle, a mis en évidence que la société exige de l'économie qu'elle tienne compte des aspects éthiques, sociaux et environnementaux de ses activités. « Une lueur s'est levée à Seattle ». lit-on dans *Le Monde diplomatique*, où Ignacio Ramonet appelle de ses vœux « une économie plurielle dans laquelle le marché occupera seulement une partie de la place ».<sup>1</sup>

Sur ce sujet, l'hebdomadaire britannique *The Economist* est moins disert. On peut néanmoins y lire un article signé de Sir John Houghton, un membre de la conférence intergouvernementale sur le changement climatique, qui conclut que « (les communautés humaines) ont besoin de buts à atteindre qui soient non seulement en relation avec la performance économique, mais aussi avec des buts moraux et spirituels ».<sup>2</sup>

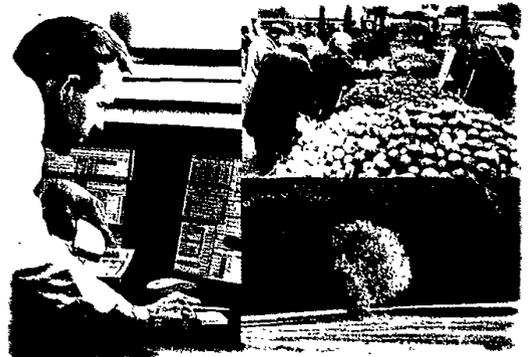
Cette nouvelle éthique de l'économie paraît avoir partie liée avec le *développement durable*, défini ainsi en 1987 dans un rapport de la Commission Brundtland : « un développement satisfaisant les besoins présents sans compromettre la possibilité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins ».<sup>3</sup> Mais c'est surtout la trilogie *Economie – Social – Environnement* qui a frappé les esprits, au point de devenir un véritable symbole du développement durable.

C'est ce concept qui a inspiré la Conférence sur l'environnement et le développement, qui s'est tenue à Rio en 1992 et qui a donné naissance à un *Agenda 21* global. Depuis lors, les préoccupations environnementales ont fait leur entrée dans les stratégies de certaines grandes entreprises. C'est ce qu'explique à *Campus* Eric Dérobert, responsable des opérations au World Business Council for Sustainable Development.

Si les mentalités évoluent par rapport à l'environnement, la prise de conscience dans le domaine social accuse toutefois un certain retard. C'est pourquoi le Prof. Hanspeter Kriesi, avec une dizaine d'autres personnalités d'universités suisses, a récemment fondé un Réseau pour la responsabilité sociale dans l'entreprise. Pour *Campus*, il présente quatre idées-forces qui devraient contribuer à forger une véritable déontologie de l'économie.

Dans un monde où les licenciements sont immédiatement « récompensés » par une hausse du cours des actions, le développement durable est-il conciliable avec la gestion de fortune ? Philippe Lazzarini, de la banque genevoise UBP, répond en substance qu'il est trop tôt pour évaluer avec précision la performance des fonds de placement liés au développement durable, mais que l'engouement dont ils font l'objet n'a certainement rien d'une mode.

Enfin, c'est avec l'interview du spécialiste du développement durable René Longet, chargé de préparer un *Agenda 21 local* pour le canton de Genève, que conclut ce dossier. Car il ne faut pas s'arrêter à la trilogie *Economie – Social – Environnement* : en accord avec une autre formule célèbre, il faut encore « penser globalement et agir localement » !



PHOTOS PIERRE-YVES DRINAUT ET MATTHIAS THOMANN

DEREK CHRISTIE  
REDACTEUR RESPONSABLE

1 *Le Monde diplomatique*, janvier 2000.

2 *The Economist*: The World in 2000.

3 Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Organisation des nations unies.



# Création d'un réseau pour la **responsabilité sociale** dans l'économie

Selon le Prof. Hanspeter Kriesi, la globalisation, la libéralisation et la technicisation de l'économie menacent l'ordre social en Europe et dans le monde. Mais des solutions existent, dès lors que les acteurs économiques réfléchissent, au-delà du succès économique à court terme, également aux retombées sociales de leurs actions. C'est pourquoi il s'est associé à des professeurs d'autres universités suisses afin de créer, au cours de l'été 1999, un *Réseau pour la responsabilité sociale dans l'économie*. Cette association a lancé une vaste réflexion impliquant l'économie, la science et la politique, avec pour objectif de réconcilier le développement de l'économie avec celui de la société. Hanspeter Kriesi souhaite maintenant ouvrir le débat au public. (Réd.)

**F**ORCE est de constater qu'un certain nombre d'acteurs économiques importants et influents, surtout ceux qui opèrent au niveau international, se soucient de moins en moins des conséquences de leurs actions pour la société. Il faut dire que, pour les Etats, le contrôle des financiers et des entreprises est devenu beaucoup plus difficile, à l'exception peut-être des dispositions du Code pénal et de la législation sur les cartels.

Car la globalisation, en marche depuis longtemps mais dont les effets viennent seulement d'être reconnus dans toute leur portée, a entraîné un déplacement de pouvoir des systèmes politiques nationaux vers des ententes et des groupes opérant à l'échelon international. Actuellement, un certain nombre d'acteurs économiques cherchent à se soustraire davantage encore au contrôle externe, tout en recourant aux moyens et garanties publics lorsque cela leur est utile et profitable.

### Des valeurs à bien plaire

Quant au contrôle interne – sous la forme de normes et de valeurs adoptées spontanément par les acteurs eux-mêmes – il ne semble plus guère fonctionner, si l'on excepte les quelques règles de base de tout comportement civilisé. Maints acteurs importants agissent en effet comme si le respect des valeurs sociales était à bien plaire. Pour eux, la performance se mesure au succès remporté dans la lutte pour des parts de marché et au rendement du capital.

Par ailleurs, la pression que les grands gestionnaires de patrimoine exercent sur les dirigeants et les cadres ne laisse à ceux-ci qu'une marge de manœuvre restreinte pour une action socialement responsable et servant l'intérêt commun. L'anonymat de la propriété du capital met à l'abri du contrôle social et exonère des conflits

de conscience. Les grandes entreprises risquent ainsi de devenir des systèmes perturbateurs qui nuisent à la société plus qu'elles ne la servent.

### Pas de marché libre

Nombreux sont ceux qui réclament la réalisation d'un marché parfaitement libre, comme s'il s'agissait de la clé d'une société démocratique et prospère. On pare ce marché des vertus de la transparence et de l'égalité des chances. Et par marché « libre », on entend non seulement libéré des interventions régulatrices de l'Etat ou d'autres entités, mais aussi libéré des contraintes éthiques.

Les acteurs économiques individuels – employés, investisseurs et consommateurs – sont appelés à se comporter de manière rationnelle, à savoir strictement orientée sur le profit. Les bénéfices pour la société, par exemple en termes d'emploi et de bien-être, découleraient de la concurrence sur le marché libre : la rationalité des actions de tout un chacun engendrerait automatiquement le bien-être de tous.

### Une fiction dangereuse

On ferme les yeux sur les désastres que l'application de cette théorie a entraînés dans de larges régions du globe, sous forme de paupérisation, de troubles sociaux, de révolutions et de guerres au cours des deux derniers siècles. Mais on ne peut ignorer aujourd'hui que le marché entièrement libre constitue une fiction. Les nombreux marchés qui existent sont en effet loin d'être transparents et d'offrir les mêmes chances à tous. Ils ne sont pas tous ouverts et leurs acteurs ne se comportent pas toujours de manière rationnelle. De plus, les systèmes politiques ne peuvent s'abstenir d'intervenir : partout il existe des zones économiques protégées, des garanties contre les risques et des mesures de sauvetage étatiques.

Contre le pouvoir de séduction de l'argent, qui motive et pilote les nouveaux développements, seules les idées peuvent offrir une opposition véritable. Elles ne s'avèrent pas toujours efficaces, mais elles sont parfois plus



**HANSPETER KRIESI**  
 PROFESSEUR ORDINAIRE AU  
 DÉPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE  
 DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE,  
 ET PRÉSIDENT DE LA COMMISSION  
 D'EXPERTS DU PROGRAMME  
 PRIORITAIRE «*DEMAIN LA SUISSE*»,  
 GÉRÉ PAR LE FONDS NATIONAL SUISSE  
 DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.

puissantes que toute autre force – même que les armes et l'argent – car elles montrent de nouvelles pistes et peuvent influencer sur le contrôle interne et externe des acteurs économiques. Afin de maîtriser les dangers actuels, le Réseau pour la responsabilité sociale dans l'économie souhaite développer, réaliser et propager quatre idées fondamentales qui forment un ensemble cohérent.

**Quatre idées-forces**

Premièrement, le marché et la concurrence doivent être considérés en tant que constructions sociales. En effet, les conditions-cadres de l'action économique ne sont pas des lois universelles, mais peuvent être modifiées, restreintes et harmonisées en s'inspirant d'autres constructions sociales, comme par exemple les échelles de valeur ou les objectifs culturels et environnementaux.

Deuxièmement, il est nécessaire de prendre en compte les conditions sociales, car une économie saine ne peut exister durablement que dans le cadre d'une société intégrée et capable d'agir.

La troisième idée est celle de la responsabilité sociale dans l'économie. A savoir, que l'économie doit au moins être compatible avec les intérêts de la société, et au mieux promouvoir ses intérêts. Il ne s'agit pas de nier les objectifs et les contraintes de l'économie, ni le

Le marché de Plainpalais, en janvier 2000



Photo: Matthias Ingebrigtsen

E/N/T/R/E/T/I/E/N



DESSIN ORIGINAL: PATRICK TONDEUX

**ERIC DÉROBERT**

Responsable des opérations du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), une association sans but lucratif basée à Conches près de Genève. Le WBCSD regroupe plus de 120 entreprises – essentiellement des multinationales – qui s'intéressent au développement durable.

**Des entreprises pour un développement durable**

«*Campus*: – Quand le WBCSD a-t-il été constitué?  
 Eric Dérobert: – Un Business Council for Sustainable Development (BCSD) a d'abord été fondé par l'in-

dustriel suisse Stefan Schmidheiny, en prévision de la Conférence de Rio de 1992. Trois ans plus tard, le WBCSD est né de la fusion du BCSD avec une organisation appelée WICE, qui avait été fondée à Paris par la Chambre internationale du commerce.  
 – Quels sont les secteurs d'activité des entreprises membres?  
 – Quasiment tous les secteurs de l'économie mondiale sont représentés. Cela va de la banque et des assurances jusqu'aux matières premières, en passant par les industries

agroalimentaire et pharmaceutique. Un des seuls secteurs importants que nous n'avons pas encore réussi à toucher est celui de la grande distribution.  
 – Pourquoi s'agit-il essentiellement de multinationales?  
 – Parce que notre association offre une approche globale des problèmes de développement durable. Dans une vingtaine de pays à travers le monde, des Business Councils locaux – qui sont nos partenaires – répondent aux demandes des entreprises nationales ou locales.

► bien-fondé d'une saine concurrence, mais de les placer dans un contexte plus large.

Enfin, il est vital d'intégrer des facteurs « qualitatifs » pour le succès économique. Car une action socialement responsable, qui ne vise pas uniquement le profit mais également d'autres paramètres de succès, ne compromet pas le succès économique. Elle est au contraire la clé d'un développement durable.

### Une action socialement responsable

Sur la base de ces quatre idées, on peut d'abord définir des règles pour une action socialement responsable dans l'économie. Ces règles ne peuvent et ne doivent pas décharger les entreprises de leurs responsabilités économiques, mais promouvoir la prise en compte, en parallèle, des intérêts de la société. Des règles de ce type sont depuis longtemps établies dans les professions exercées par les médecins, avocats, psychologues, réviseurs, journalistes, etc.

Ensuite, il faudra définir des objectifs pour des mesures de politique économique et sociale, afin d'aider les politiciens à trouver un chemin entre les exigences d'un libéralisme outrancier et celles d'une politique sociale surannée. L'inquiétude que le développement économique actuel suscite dans la population montre que le temps est mûr pour de nouvelles idées. Mais leur mise en œuvre sous la forme d'un contrôle interne de l'action économique

est une entreprise de longue haleine qui durera quelques décennies encore.

### Une réflexion à long terme

Les propositions esquissées ici et dans le cadre du *Réseau pour la responsabilité sociale dans l'économie* doivent encore être discutées, éventuellement modifiées et dans tous les cas complétées et affinées. Car à l'évidence, la concrétisation de ces principes nécessite une réflexion à long terme.

Il importe aussi d'inciter les théoriciens de l'économie à penser autrement et les praticiens de l'économie – ainsi que de la politique – à tenir compte des conséquences sociales sous un angle éthique, sans pour autant négliger le point de vue économique.

Jusqu'ici, nous avons débattu de ces idées surtout dans un cercle de spécialistes en sciences économiques et sociales, ainsi qu'avec quelques entrepreneurs que nous savions ouverts à nos propos. Il est important à l'avenir d'élargir ce cercle, d'intéresser d'autres chercheurs, entrepreneurs, gestionnaires et dirigeants économiques qui pourraient nous faire profiter de leurs expériences. Sans oublier le plus grand nombre de citoyens et de citoyennes, puisque ce débat concerne la société dans son ensemble.

HANSPETER KRIESI

## Les 12 membres fondateurs de l'association

Université de Berne  
Prof. MARIO VON CRANACH (président)

Université de Fribourg  
Prof. JACQUES PASQUIER-DORTHE  
Prof. MAURICE VILLET

Université de Genève  
Prof. BEAT BÜRGENMEIER  
Prof. HANSPETER KRIESI  
Prof. PETER TSCHOPP

Université de Lausanne  
Prof. RENÉ LEVY

Université de Neuchâtel  
Prof. FRANZISKA TSCHAN SEMMER

Université de Saint-Gall  
Prof. EBERHARD ULLICH  
Prof. PETER ULRICH

Université de Zurich  
Prof. HANS WÜRGLER

*Pour l'économie privée:*  
HANS JECKLIN, chef d'entreprise,  
Autigny (Fribourg)

### Contact:

Réseau pour la responsabilité sociale dans l'économie  
Case postale 770, 3012 Berne  
E-mail: [mario.voncranach@psy.unibe.ch](mailto:mario.voncranach@psy.unibe.ch)  
<http://www.nsw-rse.ch/>

### (suite) entretien avec Eric Dérobert

– Quelle est la raison d'être de votre association ?

– Au lieu de faire une bonne action pour l'environnement puis passer à autre chose, il faut réussir à allier durablement écologie et économie. Conceptuellement, c'est très simple: il s'agit de faire plus avec moins, c'est-à-dire d'augmenter la part de valeur ajoutée par rapport aux matières premières utilisées. On a même trouvé un néologisme pour cela: l'écocoefficacité.

– Pouvez-vous citer une entreprise qui vous paraît exemplaire à cet égard ?

– Oui, STMicroelectronics, une entreprise basée à Saint-Genis près de Genève. En l'espace de trois ans, elle a réussi à diminuer considérablement sa consommation d'eau

potable et ses rejets de gaz polluants. Cette entreprise possède une usine en Californie, où les normes sur l'environnement sont parmi les plus sévères au monde. Or, de manière tout à fait volontaire, elle a décidé d'appliquer ces mêmes normes à toutes ses usines, du Maroc à la Chine.

– Etes-vous favorable à des lois contraignantes pour le développement durable ?

– Oui, car c'est le rôle de l'Etat de fixer les conditions-cadres. Mais il faut que les lois soient claires et exemptes de contradictions internes. Car les réglementations trop complexes ou trop nombreuses finissent par avoir un effet contraire à celui recherché.

– Est-ce que le concept de déve-

loppement durable s'étend aussi au domaine social ?

– De plus en plus. Il y a quelques années, nous sentions des réticences parmi les entreprises, qui jugeaient qu'à part leurs relations avec leur personnel, les aspects sociaux n'étaient pas leur affaire. Mais, suite à quelques cas très médiatisés, le secteur privé se rend compte qu'il ne peut plus dire que le social n'est pas son problème.

– Que propose le WBCSD dans ce domaine ?

– Sous la pression de quelques entreprises « leaders », nous avons mis sur pied en 1997 un projet d'Entreprise citoyenne. Son but principal est de définir jusqu'où va la responsabilité des entreprises, en intégrant les avis des partenaires

sociaux. Ce travail s'est fait au travers de dialogues tenus dans l'OCDE et dans des pays en voie de développement tels que le Brésil, la Thaïlande et les Philippines.

– Possédez-vous d'autres groupes de travail ?

– Oui, il y en a huit en tout, chacun étant géré par des directeurs d'entreprise. Par exemple, un groupe intitulé « Efficacité » a mis au point des indicateurs qu'une vingtaine d'entreprises sont en train d'expérimenter. C'est à travers des projets de ce type que nous parvenons à valoriser l'expérience cumulée des membres de notre association.

D.C.

Référence :  
<http://www.wbcsd.ch>